

écco

11
Décembre

Edition
Rubik's cub

EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP14 - MOP4, Poznan, Décembre 2008.

Chers Ministres, la récré est finie !

Alors que les Ministres se lancent dans des table rondes "informelles" sur la vision partagée et les plénières de conclusion, ECO propose de faire le point sur les acquis de Poznan et sur ce qui nous reste à parcourir.

Poznan arrive à un moment gênant... En effet, les discussions ont été dominées par les disputes internes de l'UE sur son "Paquet énergie-climat" et la mutation politique des Etats-Unis ne se fera sentir qu'en janvier. Ici, les Parties négocient avec l'équipe impuissante de la fin du règne de George W. Bush.

Les niveaux d'ambition des réductions d'émissions pour les pays industrialisés n'ont pas progressé d'un pouce par rapport aux textes de Bali et de façon inquiétante, de nombreux pays industrialisés ont prétexté des "circonstances nationales" qui les rendraient incapables à réduire leurs émissions. Très peu de pays ont fait des offres concrètes sur les financements, la technologie et le renforcement de capacités pour l'atténuation des pays en développement. Seuls les progrès sur le Fonds

pour l'adaptation sont à espérer, et encore, rien n'est acté pour l'instant.

Les dix jours écoulés ont produit trop peu de substance, à part réaffirmer l'engagement de toutes les Parties à trouver un accord à Copenhague mais sans tracer le chemin. Il faut désormais un message fort des Ministres, montrant qu'ils sont prêts à entrer en mode "négociations" et à transformer la crise financière et climatique en une opportunité d'investir dans une reprise soutenable.

Cependant, au-delà de Poznan, les signaux sont un peu plus positifs. Barack Obama a été élu sur l'engagement de réduire les émissions des Etats-Unis de 80% en 2050 par rapport à 1990 et d'investir 15 milliards de dollars par an sur 10 ans dans les nouvelles technologies. Son engagement de ramener en 2020 les émissions domestiques des Etats-Unis à leur niveau de 1990 n'est certes pas suffisant, mais c'est un net progrès par rapport au Président sortant (faire plafonner les émissions du pays en 2025) !

(Suite au verso)



Paquet Energie Climat : regards braqués vers Bruxelles !

Aujourd'hui et demain, les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent à Bruxelles pour décider de la politique climatique européenne jusqu'en 2020. Mais l'Europe remet là en jeu sa réputation de meneuse dans la lutte contre le changement climatique...

ECO a le regard tourné vers les Ministres et les Présidents pour savoir si l'éloquence européenne servie depuis un an va se traduire aujourd'hui en un "Paquet" digne de ce nom. Pour cela l'UE doit encore faire quelques efforts...

Va-t-elle arrêter de tourner autour du pot et prendre un objectif de 30% en 2020 si un accord international est trouvé ? Il est essentiel de formuler cela dans le "Paquet énergie-climat" et de faire en sorte que cet objectif soit atteint majoritairement par des réductions nationales d'émissions. L'Europe de la compensation ne doit pas être permise !

Va-t-elle montrer au reste du monde que sa contribution au Plan d'action de Bali est une priorité ? Il suffirait pour cela que l'Europe mette aux enchères une grande partie des quotas du marché de CO2 et affecter le revenu de cette mise aux enchères à des programmes de réduction et d'adaptation dans les pays en développement.

Ces deux conditions sont sine qua non. Les remplir reste l'unique façon pour l'UE de garder son aura et pour les Etats membres de garder leur titre de "leader". Un "Paquet énergie-climat" ambitieux est aussi nécessaire pour stimuler les négociations et passer à la vitesse supérieure pour Copenhague.

Bref, sans vouloir mettre trop la pression, ECO souhaite juste faire passer un message de Poznan à Bruxelles : Europe, le Planète entière (qui se réchauffe) a les yeux braqués sur toi !

REDD : vers un échec annoncé ?

ECO propose aux non-initiés un manuel pour suivre les discussions sur REDD qui se tiennent en ce moment à Poznan :

- ° Droit des minorités et communautés locales = censuré pour des raisons politiques
- ° Protection de la diversité des organismes et des rôles écologiques qui définissent une forêt : un co-bénéfice à découvrir
- ° Conversion des forêts primaires en plantations de grande échelle = une nouvelle forme de gestion durable de la forêt
- ° Véritable discussion sur la gouvernance forestière ou sur les causes de la déforestation, de l'agriculture à l'exploitation forestière illégale = sujet non traité.

Cela ne vous semble pas clair ? Rassurez-vous, ECO ne comprend pas tout non plus ! Le surréalisme des discussions en cours sur REDD, incluant les (non)conclusions du SBSTA, n'augure rien de bon pour un mécanisme dans lequel les Parties ont fondé de véritables et sincères espoirs. Après des décennies d'efforts pour protéger

les forêts, les Parties ne comprennent toujours pas que les peuples autochtones (avec un S !) et les communautés locales ne sont pas seulement un "problème méthodologique" supplémentaire.

Prenons la RDC : 60 % des habitants, c'est-à-dire 40 millions de personnes, sont des minorités ou dépendent de la forêt. Ceux qui pensent que REDD génèrera des réductions d'émissions crédibles et permanentes, sans impliquer ces personnes dans un processus pleinement participatif, ont bu trop de Zubrowska !

De même, sans porter une attention spécifique à la gouvernance, à la corruption et aux véritables causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, les Parties devront de nouveau noyer leur désespoir dans cette vodka polonaise.

L'industrie du bois tropical est une de celle où l'illégalité et l'exploitation industrielle sont monnaie courante. Des centaines de millions de dollars pour tenter de changer cette situation n'ont rien donné.

Pourquoi ? Une corruption rampante... et un marché important en Europe, aux Etats-Unis et d'autres Etats du G8 qui achètent pour plusieurs milliards de dollars de bois bon marché, sans se poser de questions.

Comme la Commission Européenne l'a noté dans sa récente communication sur REDD, "l'abattage illégal est l'un des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts, et renforcer l'application de la loi, la gouvernance et les institutions au niveau local et national, de même que s'attaquer au commerce et à la consommation de bois illégalement récolté sont nécessaires pour toute réponse politique efficace.

Un dernier concept issu de notre panier : un mécanisme REDD sans exigences supplémentaires en termes de bonne gouvernance, de transparence et de politique de la demande, sans respect pour les droits et intérêts des peuples dépendant des forêts, ou sans une définition réaliste de ce qu'est une forêt et sa dégradation, vouerait REDD à être un échec.

(Suite article page 1, colonne 1)

La Chine montre des qualités de chef de file et a récemment annoncé une relance budgétaire équivalente à 7% de son PIB, qui inclut des investissements dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Le "Paquet énergie-climat" de l'UE a été dilué par les lobbies et autres intérêts particuliers, mais il reste encore un espoir que les responsables européens se ressaisissent et adoptent un "Paquet" plus ambitieux (voir article au recto).

Mesdames et Messieurs les Ministres, le monde vous regarde et craint de plus en plus le coût gigantesque d'un échec à Copenhague. Votre tâche des deux prochains jours consiste donc à dire que vous êtes prêts à relever le défi historique de conclure, en 2009 à Copenhague, un Traité qui soit à la hauteur et permette d'éviter des changements climatiques catastrophiques.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de ECO anglais. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org

Captage et stockage du carbone dans le MDP : prudence !

Pour paraphraser Hamlet, *inclure le CSC dans le MDP ou ne pas inclure le CSC dans le MDP, telle est la question*. Un ensemble de pays comme la Norvège, les USA, l'UE, le Qatar, le Japon, l'Arabie Saoudite et l'Australie, se sont regroupés pour soutenir l'inclusion de la CSC dans le MDP. D'autres, parmi lesquels l'AOSIS, le Brésil, le Vénézuéla et l'Inde, s'en sont inquiétés.

Quand on sait que les technologies du MDP doivent être environnementalement sûres et durables, ce scepticisme est parfaitement justifié. Des inquiétudes existent autour du CSC sur les fuites, la responsabilité du stockage et sa surveillance, et tant que ces points ne sont pas résolus, son inclusion dans le MDP n'est pas appropriée.

L'Article 12 du Protocole établit que l'objectif du MDP doit être d'aider les Parties non Annexe-I à atteindre un développement durable. Le MDP devrait permettre aux PED de passer directement à une économie décarbonnée. Cependant, si le CSC - une technologie risquée et potentiellement chère - devait être inclus dans le MDP, il pourrait détourner de précieux investissements des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et les nombreux bénéfices à long terme qui accompagnent ces stratégies énergétiques.

Déjà, de nombreux, si ce n'est tous les projets MDP, sont non-additionnels : ils se seraient réalisés de toute façon. Aussi, et à moins qu'il n'y ait une refonte structurelle de ce mécanisme pour corriger ces dysfonctionnements, le MDP ne doit pas être étendu.

Le MDP ne devrait donc pas servir de cadre à une "phase pilote" pour gagner une "expérience pratique" avec la CSC, comme suggéré par l'UE il y a quelques jours. Les pays en faveur de la CSC devraient gagner cette expérience pratique sur leur propre sol avant de l'exporter.

De plus, ECO pense que les exigences nécessaires pour assurer une sélection adéquate du site, des pratiques opératoires qui garantissent le stockage permanent du CO₂ injecté, les provisions en termes de surveillance, de mesure et de vérification et la responsabilité des fuites de gaz injecté, devraient être développées avant qu'une décision ne soit prise sur l'inclusion du CSC dans le MDP.

Ceci dit, ECO pense qu'il est plus sage, pour le moment, de s'inspirer à nouveau de Hamlet et de se demander s'il y a plus de noblesse d'âme à honorer le "principe de précaution", ou à subir la fronde et les flèches d'une technologie qui pourrait compromettre les objectifs de développement durable du MDP.